

CONTRIBUTION DE LA SOCIÉTÉ GLOBAL CARIBBEAN NETWORK

**Consultation publique de l'Autorité de régulation des communications
électroniques et des postes relative à l'analyse des marchés de services de capacité**

avril-mai 2009

Le 28 mai 2009

Le 28 avril 2009, l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ci-après « ARCEP ») a soumis à consultation publique son analyse des marchés des services de capacité pour la période 2009-2011.

Cette consultation publique s'inscrit dans le cadre du deuxième cycle d'analyse des marchés pertinents lancé par l'ARCEP en application de la Recommandation de la Commission du 17 décembre 2007¹ qui identifie comme un marché pertinent « *le marché de la fourniture en gros de segments terminaux de lignes louées, quelle que soit la technologie utilisée pour fournir la capacité louée ou réservée* » (marché n° 6).

GCN se félicite de l'occasion qui lui est donnée d'appuyer l'analyse pertinente de l'ARCEP concernant notamment le raccordement des départements antillais d'Outre-mer entre eux et avec la métropole.

Les câbles sous-marins de GCN et MCN

Dans cette analyse, l'ARCEP relève à juste titre que durant la période couverte par le premier cycle d'analyse de marché des services de capacités (portant sur la période 2006-2009), la desserte en câble sous-marin de la Guadeloupe et de la Martinique a significativement été modifiée.

En effet, le groupe Loret a investi 90 millions d'euros sur l'ensemble des projets de câble sous-marin dans les caraïbes, lesquels ont été financés à hauteur de 20 millions d'euros par des subventions et à hauteur de 70 millions d'euros sur fonds propres, pour relier les Caraïbes à l'Internet mondial et ouvrir commercialement en septembre 2006 en Guadeloupe et en décembre 2007 en Martinique à travers respectivement de ses filiales Global Caribbean Network (ci-après « GCN ») et Middle Caribbean Network (ci-après « MCN »), deux câbles sous-marins reliant la Guadeloupe et la Martinique au réseau mondial.

Plus particulièrement le projet de GCN reliant la Guadeloupe à Porto-Rico a été conduit sous forme d'une délégation de service public lancée par le conseil régional de la Guadeloupe que la société GCN a remportée.

Les offres de capacité de GCN et MCN

Les sociétés GCN et MCN ont mis en place des offres attractives à la fois en termes de prix et d'accès aux câbles afin d'accomplir au mieux leurs obligations de service public et fournir aux opérateurs de ces deux départements français un service de qualité à prix significativement plus bas que celui pratiqué par l'opérateur historique ou les autres membres des consortiums des câbles ECFS ou Americas II (baisse de 97%).

De ce fait, la concurrence sur les marchés de services de capacités est aujourd'hui réelle et se traduit par une baisse sans précédent du prix de ces services sur les réseaux de GCN et MCN.

¹ Recommandation de la Commission du 17 décembre 2007 concernant les marchés pertinents de produits et de services dans le secteur des communications électroniques susceptibles d'être soumis à une réglementation ex ante conformément à la directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques

A l'heure actuelle, GCN affiche à son catalogue, en plus des offres de location², une offre d'IRU (*Indefeasible Right of Use*) de capacité sécurisé entre la Guadeloupe, Saint Martin, Miami, New-York et Paris sur une durée de 15 ans et d'une capacité de 620 Mb/s (STM4) à environ 6 millions d'euros maintenance incluse, soit 54 euros par Mb/s par mois. La sécurisation se fait à travers un premier anneau entre la Guadeloupe et Ste Croix via la Martinique et Ste Lucie, un deuxième anneau entre Ste Croix, Miami et New-York et une liaison transatlantique sécurisée.

Le prix de revient de **54 euros** par Mb/s et par mois est **à comparer aux 375 euros** correspondant au prix auquel s'était engagée GCN lors de la signature de la convention de concession et aux 2000 EUR le Mb/s avant l'arrivée du câble GCN. Grâce à GCN, le prix de la capacité en Guadeloupe et en Martinique a donc été divisé par trente-sept et se situe à seulement 3% du prix proposé par FRANCE TELECOM et les autres membres des consortiums ECFS et Americas II, avant l'arrivée de GCN.

Ainsi, grâce à cette offre d'IRU, GCN a pu faire baisser en moins de 3 ans le prix du Mb/s sur son catalogue de 375 EUR à 54 EUR, ce qui correspond à une baisse de près de 86%. Et c'est bien l'introduction de l'offre d'IRU qui permet à GCN et MCN de se différencier de FRANCE TELECOM en offrant la possibilité d'obtenir de la capacité sous forme de location longue durée prépayée et de bénéficier ainsi d'un prix largement inférieur à celui d'une location classique telle que pratiquée par France Telecom.

Le prix de la bande passante, une part désormais infime du prix facturé à l'utilisateur final

La baisse du prix de la bande passante ne peut à elle seule mener à une baisse du prix sur le marché de détail. En effet, GCN constate que ces baisses de prix ne sont pas répercutées dans les mêmes dimensions par les opérateurs au client final car le prix de la bande passante représente avec les nouvelles offres d'IRU moins de 10% du prix des abonnements.

Il convient d'ailleurs de relever qu'à La Réunion, la fin du monopole de commercialisation de la capacité de FRANCE TELECOM n'a généré aucune baisse des prix au détail, alors même que les opérateurs réunionnais peuvent désormais se fournir auprès d'autres membres du consortium du câble SAFE à des prix nettement inférieurs à ceux imposés jusqu'alors par FRANCE TELECOM. Deux des principaux opérateurs alternatifs présents sur le marché fixe ont ainsi acheté des capacités sous forme d'IRU sans pour autant que les prix de l'abonnement des réunionnais ne baissent.

Aujourd'hui, les sociétés GCN et MCN disposent de la capacité nécessaire pour fournir l'ensemble des opérateurs actifs en Guadeloupe, Martinique, Saint-Martin et Saint-Barthélemy à un tarif très compétitif.

GCN répond d'ailleurs à toutes les demandes de capacités (sous forme d'IRU ou encore de location) que lui font les opérateurs dominiens et cela aux prix publics qui figurent dans le catalogue de services et de prix défini d'un commun accord avec la Région Guadeloupe dans le cadre de la délégation de service public.

² GCN est par ailleurs en discussion constante avec le Conseil régional de Guadeloupe afin de faire évoluer son catalogue de services en tant que de besoin en fonction de l'évolution du marché et des besoins de bande passante des opérateurs.

Ces prix particulièrement attractifs permettent aux opérateurs domiens (sauf FRANCE TELECOM) d'améliorer la qualité de leurs offres et leurs contenus tout en diminuant significativement le coût exorbitant que représentait pour eux le prix qu'ils devaient payer jusqu'alors à FRANCE TELECOM ou à d'autres opérateurs membres des consortiums ECFS ou Americas II.

Il est également à noter que GCN et MCN n'imposent pas l'usage d'un backhaul particulier et permettent aux opérateurs d'installer leurs équipements à l'intérieur des stations de câble dans des zones d'hébergement prévues à cet effet. Les opérateurs sont ensuite libre d'utiliser leur propres fibres ou faisceaux hertziens pour se connecter à leurs POP. Cet élément constitue un facteur déterminant dans la baisse de prix de la capacité. Sur les câbles existants le backhaul a toujours été le monopôle de France Telecom même si la capacité est acquise auprès d'un autre membre du consortium.

Comme l'a justement relevé l'ARCEP, l'intervention de GCN et MCN sur le marché des capacités a permis d'instaurer les conditions d'une concurrence permettant de mettre fin à la régulation *ex ante* du segment interurbain entre la métropole et les DOM de la zone caribéenne.

Les câbles de GCN et MCN constituent de grandes avancées pour les départements français des Antilles. Ils ont permis une baisse significative du prix de la bande passante en Guadeloupe et en Martinique. Ils seront pour de longues années une source d'amélioration permanente de la qualité du haut débit pour tous les guadeloupéens et les martiniquais.